



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la  
Protection des Populations de la Sarthe  
Service Protection de l'Environnement**

19 Boulevard Paixhans  
CS 91631  
72016 LE MANS Cedex 2

Le Mans, le 17/11/2025

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 13/11/2025

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**GREGEOIS DAVID**  
LES HAIES  
72390 LAVARÉ

Code AIOT : 0057201006

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement de Monsieur GREGEOIS DAVID, implanté LES HAIES - 72390 LAVARÉ. L'inspection a été annoncée le 05/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GREGEOIS DAVID
- LES HAIES - 72390 LAVARÉ
- Code AIOT : 0057201006
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Établissement relevant du régime de l'autorisation, au titre de la rubrique 3660, pour 45929 emplacements (poulets) :

- arrêté préfectoral d'autorisation n° 960-2770 du 29 juillet 1996 concernant l'exploitation,
- récépissé de déclaration concernant un changement d'exploitant, délivré le 28 octobre 1999,
- arrêté préfectoral de prescriptions techniques relatives à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, arrêté n° 09-2905 du 29 juin 2009,
- donner-acte du 6 mars 2014 portant sur l'augmentation d'effectif du site.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Sécurité Incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 8 et 14	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation au dossier	Arrêté Ministériel du 26/07/1996 article 4	Sans objet
3	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article 9	Sans objet
4	Sécurité Incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article 10	Sans objet
6	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013 articles 17 et 18	Sans objet
7	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article 24	Sans objet
8	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article 37	Sans objet
10	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013 articles 33, 34 et 35	Sans objet
11	Émissions dans l'air - Odeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article 31	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'établissement est maintenu en bon état général de fonctionnement.

Il convient de mettre en place, sous un délai de 3 mois, les actions correctives aux non-conformités relevées suivantes :

- absence d'actions correctives sur les non-conformités relevées lors du dernier contrôle électrique,
- absence de dispositif de prévention des fuites d'hydrocarbures (non-conformité déjà relevée lors du précédent contrôle),
- absence de mise à jour du plan d'épandage.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 :** Conformité de l'installation au dossier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/07/1996, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, implantation – aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.
<b>Constats :</b> L'effectif de l'élevage est conforme, 41000 poulets ont été livrés lors du précédent lot (vu fiches de lots).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Sécurité Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 8 et 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.  Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.  Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
<b>Constats :</b> Un plan de l'exploitation est présent et comprend l'emplacement des citernes de stockage de gaz. Ce plan pourrait être complété par les emplacements des coupures générales d'électricité et de gaz, ainsi que l'emplacement du stockage de paille. * Les citernes de stockage de gaz ont été contrôlées en 2025. * Les systèmes de chauffages sont démontés et soufflés entre chaque lot. * Les extincteurs ont été contrôlés en février 2025.
<b>Non-conforme :</b> * Le contrôle périodique des bâtiments a été effectué en 2022, les non-conformités relevées n'ont pas fait l'objet d'actions correctives.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Mettre en place les actions correctives liées aux non-conformités relevées lors du contrôle des installations électriques. La justification de la remise en conformité est à faire parvenir au service d'Inspection des Installations Classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Dispositif de prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositif de prévention des accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.
<b>Constats :</b> L'exploitant a accès aux fiches de données de sécurité via l'application de son intégrateur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Sécurité Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.  Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> La lutte contre les rongeurs est assurée par l'exploitant lui-même (1 passage chaque mois). Le plan ainsi que le suivi des interventions ont été présentés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.  Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li></ul> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.  Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

<p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p><b>Constats :</b> Les produits de nettoyage sont stocké dans un local fermé et sur rétention.</p> <p><b>Non-conforme :</b> La citerne de stockage de fioul est équipée d'une simple paroi. Cette non-conformité a été relevée lors du précédent contrôle et n'a pas fait l'objet d'une action corrective. La cuve est stockée à l'abri des intempéries, sous un hangar et aucune fuite n'est visible.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il convient de mettre en place soit une cuve double-parois, soit de concevoir un système de rétention sous la cuve présente.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 6 : Prélèvements et consommation d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 17 et 18</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p>
<p><b>Constats :</b> L'enregistrement des consommations d'eau de l'élevage est quotidien.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 7 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
<b>Constats :</b> Les eaux pluviales ne sont pas collectées et s'infiltrant directement dans le sol au pied des bâtiments.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Plan d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : <ol style="list-style-type: none"><li>1. Les superficies effectivement épandues.</li><li>2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article « 27.2 » et les surfaces effectivement épandues est assurée.</li><li>3. Les dates d'épandage.</li><li>4. La nature des cultures.</li><li>5. Les rendements des cultures.</li><li>6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral.</li><li>7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement.</li><li>8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).</li></ol> <p>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé sont considérés remplir aux obligations définies au présent article à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci dessus.</p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des effluents est exporté vers une autre exploitation contre de la paille.  Une convention signée des deux parties est établie pour 270 tonnes de fumier contre 130 tonnes de paille par an.  Des bordereaux complets sont établis lors de chaque échange.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Plan d'épandage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, plan d'épandage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 27-2</u></p> <p>d) Mise à jour du plan d'épandage :</p> <p>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p> <p>Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan d'épandage a été mis à jour sans validation de l'Inspection des Installations Classées.  Voir point 8</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il convient de porter à connaissance du Préfet les modifications relatives au plan d'épandage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 10 : Déchets et sous-produits animaux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 33, 34 et 35</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;</li> <li>- trier, recycler, valoriser ses déchets ;</li> <li>- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li> </ul> <p>Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des</p>



<p>infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.</p> <p>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets « ou les volailles » par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.</p> <p>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.</p> <p>Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.</p> <p>Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.</p> <p>Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets (sacs, bidons, ficelles) sont stockés à l'abri de l'envol. Le dernier bordereau de remise de déchets a été présenté (en date du 10/01/2024).</p> <p>Les cadavres sont éliminés via l'équarrissage, les deux dernières attestations de collectes ont été présentées. Le bac de collecte est étanche et stocké sur une aire bétonnée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Emissions dans l'air – Odeurs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, émissions dans l'air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bâtiments sont correctement ventilés.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.</p>

En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;
- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.

## II. Gestion des odeurs.

L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes.

### **Constats :**

La déclaration des émissions a été effectuée le 18/03/2025.

Les MTD suivantes ont été contrôlées :

- MTD 3 et 4, gestion nutritionnelle permettant de réduire l'excrétion de phosphore et d'azote. L'alimentation distribuée est multiphasée.
- MTD 5, consommation d'eau rationnelle. Quotidiennement, l'exploitant enregistre les consommations d'eau et s'assure de l'absence de fuites visuelles dans les bâtiments. Le nettoyage est effectué avec un dispositif haute pression et les abreuvoirs sont équipés de coupelles anti-gaspillage.
- MTD 8, utilisation rationnelle de l'énergie. Les bâtiments isolés et équipés d'ampoules LED.

**Type de suites proposées :** Sans suite